ASSEMBLÉE NATIONALE

5 novembre 2022

PLFR POUR 2022 - (N° 393)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N° 573

présenté par
Mme Youssouffa

ARTICLE 4**ÉTAT B****Mission « Outre-mer »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Emploi outre-mer	-3 000 000	0	-3 000 000	0
Conditions de vie outre-mer	+3 000 000	0	+3 000 000	0
TOTAUX	0	0	0	0
SOLDE	0		0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement tend à transférer la charge financière des opérations de décasage à Mayotte vers l'Etat.

En 2021, 1652 décasages ont été effectués à Mayotte. Ces opérations fondées en partie sur la loi

ELAN et en application de la procédure de flagrance tendent à lutter pour la protection du foncier de l'île, tout en endiguant le logement illégal qui conduit notamment à la dégradation de la biodiversité et à des risques sanitaires accrus dans ces zones.

Aujourd'hui, un maire qui souhaite décaser dans sa commune doit payer 1500 euros par habitation.

Ces actions entraînent majoritairement l'arrestation d'individus en situation irrégulière, il est alors illogique que ces actions qui dépendent du régalien soient prises en charge par les acteurs locaux, les privant d'une manne financière importante pour d'autres sujets cruciaux pour la population mahoraise.

Afin de garantir la recevabilité financière des amendements, il est proposé les mouvements de crédits suivants :

- Une diminution de 3 000 000 euros des crédits de l'action 02 « Aménagement du territoire» du programme 123 « Conditions de vie Outre-mer » ;
- Une augmentation de 3 000 000 euros des crédits de l'action 01 « Soutien aux entreprises » du programme 138 « Emploi Outre-mer ».

Les auteurs de cet amendement ne souhaitent en aucun cas cette baisse, qui ne vise qu'à assurer la recevabilité financière de l'amendement, ils demandent donc au Gouvernement de lever ce gage.